

DANS L'ACTUALITE du 14 au 17 juin 2013

Textes officiels

JORF n° 0138 du 16 juin 2013

Inconstitutionnalité de dispositions portant sur la compensation de la taxe professionnelle

Les dispositions relatives aux règles de répartition des montants perçus au titre de la DCRTP et des montants prélevés ou reversés au titre du FNGIR des communes et des EPCI en cas de modification de périmètre d'un EPCI sont contraires à la Constitution.

[Conseil constit. 14 juin 2013 Communauté de communes Monts d'Or Azergues QPC n° 2013-323](#)

JORF n° 0137 du 15 juin 2013

Convocation du Parlement en session extraordinaire en juillet 2013

A compter du 1er juillet 2013, le Parlement est convoqué en session extraordinaire afin de poursuivre les débats en cours. L'ordre du jour doit se solder par l'adoption définitive de plusieurs projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux. Les députés et sénateurs devront également examiner 42 textes de loi, parmi lesquels :

- le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- le projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens ;
- la proposition de loi portant création d'un Conseil national chargé du contrôle et de la régulation des normes applicables aux collectivités locales ;
- la proposition de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales.

[Décret du 14 juin 2013 portant convocation du Parlement en session extraordinaire](#)

Jurisprudence

Contrat public

Marché à forfait : conditions d'indemnisation en cas de difficultés d'exécution

Les difficultés rencontrées par le titulaire d'un marché à forfait dans l'exécution de celui-ci ne peuvent ouvrir droit à indemnité que s'il justifie que ces difficultés ont eu pour effet de bouleverser l'économie du contrat ou qu'elles sont imputables à une faute de la personne publique mais pas du seul fait de fautes commises par d'autres intervenants.

[CE 5 juin 2013 Région Haute-Normandie, req. n° 352917](#)

Défaut d'agrément

Le sous-traitant peut engager la responsabilité de la personne publique pour préjudice subi s'il prouve que ce dernier tolérait sur le chantier en toute connaissance de cause des sous-traitants non déclarés.

[CAA Lyon 16 mai 2013 Société Spurgin Leonhart, req. n° 12LY01758](#)

Circulaire

Taxe annuelle sur les locaux

Les commentaires relatifs à la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement perçue en région Ile-de-France (TSB) sont mis à jour des dispositions de l'arrêté ministériel du 31 décembre 2012 qui actualise :

- le périmètre de l'unité urbaine de Paris, qui sert de base à la deuxième circonscription tarifaire de la TSB ;
- les tarifs de la taxe pour l'année 2013.

[Instruction du 14 juin 2013 relative à la tarification de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement perçue en Ile-de-France](#)

Réponses ministérielles

Contrat public

Cas particulier où l'expert désigné sollicite des travaux non directement intégrés aux frais d'expertise

[Rép. min. n° 22121, JOAN du 11 juin 2013](#)

Réglementation de l'appel d'offres : modification du dossier de consultation

[Rép. min. n° 19593, JOAN du 11 juin 2013](#)

Lutte contre le travail illégal dans le secteur du bâtiment et des travaux publics

[Rép. min. n° 17069, JOAN du 11 juin 2013](#)

Urbanisme

Augmentation de la taxe d'aménagement résultant du nouveau dispositif dans le cadre des autorisations d'urbanismes

[Rép. min. n° 20280, JOAN du 11 juin 2013](#)

Elargissement de la possibilité de portage juridique des SCOT

[Rép. min. n° 20593, JOAN du 11 juin 2013](#)

Collectivité territoriale

Absence d'incidence de l'exercice du déferé sur le recours direct devant le juge administratif

[Rép. min. n° 19595, JOAN du 11 juin 2013](#)

Clarifications de compétences entre les collectivités territoriales dans le cadre du projet de loi de décentralisation

[Rép. min. n° 19299, JOAN du 11 juin 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La Lettre de la DAJ n° 146 est parue

[Consulter La Lettre de la DAI n° 146](#)

La DAJ continue à travailler sur les prix dans les marchés publics : lancement d'une consultation publique et de groupes de travail sur les formules d'indexation

[Prolongation - Quelles formules d'indexation des prix pour les marchés publics ?](#)

Source : DAJ du 14/06/2013

Offres anormalement basses : une méthode de détection fondée sur des prix pondérés

[La chasse aux offres anormalement basses est plus que jamais ouverte en temps de crise. Si les acheteurs publics s'appuient habituellement sur un faisceau d'indices pour les dépister, ils peuvent aussi s'aider de formules arithmétiques. L'auteur en propose une nouvelle, bâtie sur une comparaison des prix pondérés du niveau de qualité des offres.](#)

Source : le Moniteur du 14/06/2013

Procédure négociée : la nécessaire réponse au candidat évincé

[Dans un arrêt du 29 mai 2013, le Conseil d'Etat rappelle que dans le cadre d'une procédure négociée, le pouvoir adjudicateur est tenu de communiquer au candidat évincé les caractéristiques et les avantages relatifs à l'offre de l'entreprise retenue dès qu'une demande en ce sens lui est adressée.](#)

Source : localtis.info du 14/06/2013

Urbanisme

La justice autorise la destruction de l'immeuble de l'architecte Chemetov à Courcouronnes

[Le tribunal de grande instance de Paris a autorisé la démolition de l'immeuble du célèbre architecte Paul Chemetov, à Courcouronnes \(Essonne\), estimant qu'elle est "légitime et proportionnée", dans un jugement communiqué vendredi 14 juin par son avocat.](#)

Source : la gazette des communes du 17/06/2013

La vacance commerciale en augmentation depuis 2001

[La vacance commerciale s'est accrue entre 2001 et 2012, selon une étude de Procos publiée le 13 juin. Elle a augmenté de 0,8% dans les centres-ville. 51 petites villes affichent un taux supérieur à 10%. Les centres commerciaux ne sont pas épargnés avec une hausse de leur taux de 0,6%. Pour Procos, les élus doivent sortir d'une logique d'extension des commerces pour protéger l'existant. Au-delà des mesures préparées par le gouvernement, la fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé demande de rendre obligatoire l'indice des loyers commerciaux afin de limiter la hausse des loyers.](#)

Source : localtis.info du 13/06/2013

Environnement

Taxe locale sur la publicité extérieure : les tarifs pour 2014 sont fixés

[Les tarifs maximaux de la taxe locale sur la publicité extérieure \(TPLÉ\) pour 2014 ont été actualisés par voie d'arrêté ministériel en date du 10 juin 2013.](#)

Source : localtis.info du 14/06/2013

Interdiction de l'éclairage nocturne des bâtiments : une circulaire explicative

[Une circulaire du ministère de l'Ecologie publiée le 12 juin explicite la réglementation relative à l'extinction de l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels qui sera effective dès le 1er juillet.](#)

Source : le Moniteur du 14/06/2013

Remise du rapport BROVELLI, DRAGO, MOLINIÉ sur le renforcement de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE)

Cette mission constituait l'un des engagements de la feuille de route de la conférence environnementale, faisant suite aux réflexions menées en matière de notation sociale lors de la conférence sociale de juillet 2012.

Source : developpement-durable.gouv.fr du 13/06/2013

Diesel, taxation du CO2 et ressources en eau au menu du comité pour la fiscalité écologique

Le comité pour la fiscalité écologique, qui réunit depuis décembre une quarantaine d'élus et de représentants des associations, des entreprises et des syndicats, a débattu le 14 juin de la possibilité d'introduire une composante carbone dans les taxes sur l'énergie et de réduire l'avantage fiscal du diesel sur l'essence.

Source : localtis.info du 14/06/2013

Collectivités territoriales

Baisse des dotations : quelle répartition entre communes et intercommunalités ?

Pour calculer l'effort respectif que les communes et EPCI à fiscalité propre devront fournir en 2014 pour soulager l'Etat, les élus du comité des finances locales s'intéressent à un scénario fondé sur les ressources réelles de fonctionnement.

Source : localtis.info du 14/06/2013

Les trois quarts des communes ne perçoivent pas la totalité de la taxe de séjour

Méconnaissances des capacités d'accueil, absence de moyens de contrôle, complexité de recouvrement : la taxe de séjour, perçue par les communes touristiques depuis plus de cent ans, aurait besoin d'être réformée. C'est ce qui ressort d'une étude publiée par l'Association nationale des maires des stations classées et des communes touristiques, réunie en congrès ces derniers jours.

Source : localtis.info du 14/06/2013

« Les collectivités doivent s'investir dans le débat mondial » – Gérard Payen, conseiller du Secrétaire général de l'ONU sur les questions liées à l'eau

L'Organisation des Nations Unies a fait de 2013 l'année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau. A l'échelle mondiale, les collectivités locales sont, de loin, les principales autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement. Pourtant, elles n'interviennent que très marginalement dans le débat international, constate Gérard Payen, conseiller du Secrétaire général de l'ONU sur les questions liées à l'eau. Or, « les diplomates ont besoin du regard de praticiens de terrain », souligne l'expert, lors d'un entretien accordé à la Gazette jeudi 13 juin 2013.

Source : localtis.info du 14/06/2013

Transport

Deux finalistes à Bordeaux pour le pont Jean-Jacques Bosc

Dietmar Feichtinger Architectes et OMA sont appelés à concourir pour le projet du futur pont Jean-Jacques Bosc à Bordeaux. Le choix du lauréat interviendra à la fin de l'année.

Source : le Moniteur du 13/06/2013

Presse

La loi logement-urbanisme : chercher l'erreur

La loi « logement-urbanisme », qu'on nous annonce pour l'été, et les ordonnances qui devraient la précéder, s'annoncent comme résolument anti-étalement urbain.

Source : les Echos du 16/06/2013

Plus-values immobilières, chômage, retraite : ce qu'il faut retenir de Hollande à «Capital»

Le chef de l'Etat était l'invité ce dimanche soir de « Capital » sur M6. Thème de l'émission : «La France en panne : comment faire sauter les verrous ?». Tour d'horizon de ses principales déclarations.

Source : les Echos du 16/06/2013

Les Français continuent d'aller à l'hypermarché (mais ils n'aiment pas ça)

En proposant de l'alimentaire et du non-alimentaire sur une même surface, l'hypermarché a bouleversé les habitudes de consommation des Français, qui n'acceptent plus aujourd'hui les dérives de son modèle économique.

Source : Le Monde du 14/06/2013

Les commerces dans le noir

Le 1 er juillet, un arrêté sur l'éclairage nocturne dans les bâtiments non résidentiels entrera en application. A 1 h, vitrines et façades devront être éteintes.

Source : la Nouvelle République du 17/06/2013